



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 83 – 22 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

TANZANIE :
RATIFICATION DE
L'ACCORD INTER-
GOUVERNEMENTAL
POUR LA
CONSTRUCTION DE
L'OLEODUC
OUGANDAIS

MOBILE BANKING : LA
SOCIETE GENERALE
RENFORCE SES
ACTIVITES EN AFRIQUE
DE L'OUEST

OUGANDA :
FORTE HAUSSE DE
L'UTILISATION DE LA
MONNAIE
DEMATERIALISEE

BENIN : PREMIERE
EMISSION
D'OBLIGATION
SYNTHETIQUE SUR LE
MARCHÉ DE
L'UEMOA

GHANA : BAISSÉ DU
TAUX D'IMPOT SUR LES
SOCIÉTÉS À 20 %
ANNONCÉE POUR
2018

DJIBOUTI :
ADHESION AU FONDS
AFRICA50

CONGO :
LA BANQUE MONDIALE
INVESTIT 100 M USD
DANS L'AGRICULTURE

COTE D'IVOIRE : LA
FILIALE DE BNP
PARIBAS DESIGNÉE
MEILLEURE BANQUE
COMMERCIALE DU
PAYS

NIGERIA : DANGOTE
CEMENT SE
POSITIONNE SUR LE
RACHAT DU CIMETIER
SUD-AFRICAÏN PPC



ACTUALITE REGIONALE

▼ Mobile banking : la Société générale renforce ses activités en Afrique de l'Ouest

Le groupe a lancé en début d'année en Côte d'Ivoire et au Sénégal son service de mobile money YUP, un portefeuille électronique qui permet d'accomplir, à partir d'un téléphone portable, plusieurs services financiers (dépôts et retraits d'espèce, transferts d'argent, paiements de facture...). En Côte d'Ivoire, YUP compte déjà près de 30 000 utilisateurs. Le groupe compte déployer cette solution au Ghana et au Cameroun d'ici la fin de l'année, puis au Burkina Faso, en Guinée et au Togo durant l'année 2018.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ L'UE alloue 50 M EUR aux pays du G5 Sahel

Cette initiative confirme l'engagement de l'UE à soutenir les pays membres du G5 sahel (Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Tchad) et à terme lutter contre le trafic de drogue et d'êtres humains, contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État et au retour des personnes déplacées et des réfugiés, faciliter les opérations humanitaires et la livraison de l'aide aux populations affectées, et contribuer à la mise en œuvre d'actions de développement au Sahel. Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique a également été mobilisé à hauteur de 450 M EUR pour soutenir des projets complémentaires de renforcement de la sécurité, de la gouvernance, de création d'emplois et de résilience des populations affectées dans des zones clés au Mali et dans la région.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Passe d'armes alimentaire en Afrique...

Un rapport publié le 7 juin dernier par 3 ONG, Action contre la Faim, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France, interroge la stratégie agricole africaine. Il dénonce la multiplication de pôles agricoles accusés de fragiliser l'économie locale au profit de multinationales. Des acteurs du développement, dont le NEPAD, ont rétorqué que ces infrastructures étaient essentielles à la transformation structurelle du secteur, et afin d'assurer la sécurité alimentaire du continent. Cet échange confirme l'impératif de conciliation qui pèse sur les investisseurs privés, entre rentabilité financière et considération des enjeux ESG, indispensable à l'obtention de la *social license to operate* et d'un retour sur investissement durable.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

CONJONCTURE

▼ Nigéria : progression de la dette extérieure et émission d'un *sukuk* de 100 Mds NGN

D'après le Bureau de gestion de la dette nigérian (DMO), fin juin 2017, la dette publique s'est élevée à 64,2 Mds USD, en progression de 20,5 % en g.a. La dette nigériane est principalement le fait d'emprunts domestiques (plus de 75 %), les 4/5^{ème} relevant de l'Etat fédéral et le reste des Etats fédérés. La dette publique est constituée au 2/3 d'engagements auprès des multilatéraux (Banque mondiale à 7,7 Mds USD et BAfD à 1,7 Md USD). Par ailleurs, les autorités ont annoncé l'émission d'un *sukuk bond*, titre de dette conforme aux préceptes de l'Islam, d'une valeur de 100 Mds NGN (maturité de 7 ans), destiné au financement du déficit budgétaire (2,35 Bn NGN soit environ 2,2 % du PIB) et notamment des infrastructures routières.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'inflation s'élève à 12,3 % en août

L'inflation a recrû en août à 12,3 %, contre 11,9 % en juillet. L'augmentation des prix du pétrole et l'introduction d'un taux de TVA forfaitaire de 3,5 % pour le commerce de gros et de détail seraient à l'origine de cette recrudescence. Elle pourrait enrayer la trajectoire décroissante de l'inflation observée depuis 2015. Le 25 septembre, la Banque centrale devrait choisir de maintenir ou d'abaisser son taux directeur, aujourd'hui fixé à 21 %, après trois baisses décidées consécutivement depuis novembre 2016 (l'inflation était alors de 26 %).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : désinflation et durcissement de la politique monétaire en juillet

En juillet, l'inflation s'est établie à 18,56 % en g.a. contre 19,14 % le mois précédent. Les prix des biens alimentaires ont notamment progressé de 19,12 % et ceux des transports de 23,42 %. L'indice des prix pour l'habitat, l'eau, l'électricité et autres carburants a quant à lui augmenté de 12,85 % en g.a.. D'après l'agence monétaire ouest-africaine, depuis janvier, la Leone s'est déprécié de près de 4 %. Pour rappel, la Banque centrale sierra-léonaise a durci sa politique monétaire en juin dernier, en augmentant de 100 points de base son taux directeur à 13 %. Les taux de facilité permanente de prêt et de dépôt ont également été relevés de respectivement 300 et 250 points de base, à 16 et 9 %.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : la production de la Brarudi pénalisée par la raréfaction des devises

La brasserie Brarudi, principal pourvoyeur d'emplois du pays et de recettes à l'Etat, voit sa production pénalisée par le manque de devises. L'entreprise, qui compte 700 employés, alimente 75 000 points de vente et s'approvisionne auprès de 20 000 paysans, aurait en effet des difficultés à s'approvisionner en devises pourtant nécessaires à l'importation de ses intrants. De ce fait, sa production diminue, résultant en une baisse de ses ventes et une augmentation sensible des prix pour les consommateurs. Les difficultés de l'entreprise sont partagées par la plupart des acteurs économiques burundais : alors que le taux de change officiel est de 1747 BIF/USD, son taux au marché noir avoisinerait les 2720 BIF/USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le coût de l'organisation de la nouvelle élection présidentielle estimé à près de 150 M USD

L'*Independent Electoral and Boundaries Commission* (IEBC) a présenté au *National Treasury* un budget de 118 M USD (12,2 Mds KES) pour l'organisation de la nouvelle élection présidentielle, qui devrait se tenir d'ici la fin du mois d'octobre. Incluant les dépenses de sécurisation, le *National Treasury* estime son coût à 145 M USD (15 Mds KES). Pour faire face à ces dépenses, le gouvernement a annoncé limiter les dépenses liées aux voyages à l'étranger, à l'acquisition de matériels et véhicules et au fonctionnement des hôpitaux. Le programme de subventions sur certains produits alimentaires, mis en place par les autorités au cours du deuxième trimestre 2017, est quant à lui prolongé pour un coût estimé à 29 M USD (3 Mds KES).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : forte hausse de l'utilisation de la monnaie dématérialisée

Le volume de transactions via les transferts mobiles est en constante augmentation : il est passé de 9 Mds USD en 2015 à 12 Mds USD en 2016, équivalent à 45 % du PIB. Le transfert d'argent liquide par téléphonie mobile est communément pratiqué par plus de 21 millions d'Ougandais, favorisant ainsi l'inclusion financière. La création d'emploi dans le secteur est conséquente, puisque le nombre d'employés est passé de 53 000 en 2013 à 132 000 personnes à fin 2016 pour une rémunération comprise entre 125 EUR et 160 EUR, au-delà du salaire moyen estimé à 55 EUR. La manne suscitée par le développement du secteur profite néanmoins surtout aux sept opérateurs téléphoniques présents sur le marché ougandais qui se rétribuent via des commissions sur les transactions.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : faiblesse persistante des réserves de change en août

A l'image des mois antérieurs, les réserves de change seychelloises demeurent modestes en août et s'élèvent à 547 M USD, soit 4,1 mois d'importations. Pour sa part, la balance commerciale est toujours structurellement déficitaire avec un solde négatif de 43,3 M USD (-3 % du PIB) en juillet et des importations deux fois supérieures aux exportations avec des montants respectifs de 81,6 M USD (5,7 % du PIB) et de 38,3 M USD (2,7 % du PIB).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : première émission d'obligation synthétique sur le marché de l'UEMOA

Le Bénin a procédé le 21 septembre 2017, à l'émission de sa première obligation synthétique (OS) sur le marché financier de l'UEMOA, avec un premier besoin de financement de 55 Mds FCFA. Cette obligation est un produit structuré qui est constituée de plusieurs instruments à remboursement in fine. Dans le cas d'espèce, elle se composera de plusieurs OAT à 5 et 7 ans de maturité, avec des coupons de 6,15 % et 6,3 %. Cette émission devrait permettre au gouvernement béninois de financer le budget 2017 pour lequel, au 30 août 2017, un montant de 268 Mds FCFA restait à combler sur le marché des titres publics. Le Bénin est le 2^{ème} pays de l'UEMOA à émettre ce nouveau produit, après la Côte d'Ivoire en septembre dernier.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : nouvelle procédure en ligne pour l'importation de capitaux

La Banque centrale du Nigéria a annoncé la semaine passée la mise en place d'une nouvelle procédure en ligne, qui permettra de délivrer un certificat d'importation de capitaux (CCI) numérique. Cette mesure a pris effet le 11 septembre en remplacement de la procédure papier pour rendre le processus plus transparent et renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs. Le CCI est généralement délivré pour des opérations impliquant des flux entrants de devises, dirigés vers des prêts ou des investissements. Le formulaire, qui est nécessaire pour rapatrier les avoirs placés au Nigéria, pouvait poser des difficultés aux investisseurs quand le délai de délivrance, habituellement entre 24 et 48h, n'était pas respecté.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : baisse du taux d'impôt sur les sociétés à 20 % annoncée pour 2018

Le gouvernement a réitéré son annonce, prononcée lors de la campagne électorale de 2016, de diminuer le taux d'impôt sur les sociétés de 25 à 20 %. Cette mesure devrait être comprise dans la loi de finances 2018, qui vise plus largement à mettre en place une fiscalité attractive pour les entreprises et à augmenter les recettes budgétaires en élargissant l'assiette de différents impôts. Une quinzaine de taux spéciaux ont déjà été supprimés cette année en ce sens.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : création d'un comité d'étude pour la révision de l'encadrement des taux bancaires

Les autorités kényanes étudient le bien-fondé d'une levée de la loi instituant un encadrement des taux d'intérêt bancaires. La semaine dernière, le gouverneur de la Banque centrale a publiquement confirmé que les effets de cette loi étaient négatifs, tandis que le ministre des Finances a indiqué qu'un comité sera constitué afin d'étudier une éventuelle suppression de la loi. Une étude d'impact actuellement en cours de finalisation, devrait permettre de tirer le bilan de l'encadrement des taux d'intérêts bancaires, un an après sa mise en œuvre.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : injection de liquidités de la banque centrale dans l'économie locale

La Banque centrale soudanaise a vendu le 12 septembre des obligations d'Etat pour un montant équivalent à 48 M USD à la Bourse de Khartoum, et a indiqué vouloir utiliser les liquidités pour soutenir le secteur productif local. Cette vente a occasionné les plus importantes transactions boursières jamais effectuées au Soudan en une journée.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice gagne deux places dans l'indice global des centres financiers**

D'après le *Global Financial Centres Index -GFCI-* établi par le *China Development Institute* de Shenzhen et le *Z/Yen Partners* de Londres, Maurice s'est classé 69^{ème} sur un total de 92 centres financiers, avec une notation de 626 contre 603 en mars dernier quand le pays occupait la 71^{ème} position sur un total de 88 centres recensés. Les centres financiers de Port Louis et de Johannesburg sont les seuls en Afrique subsaharienne à figurer dans ce classement. Publié deux fois par an (mars et septembre), le classement des pays de la zone Moyen Orient/Afrique est dominé par Dubaï au 18^{ème} rang mondial, Abu Dhabi (25^{ème}), Tel Aviv (34^{ème}), Casablanca (35^{ème}), Doha (45^{ème}), Johannesburg (48^{ème}), Bahreïn (51^{ème}), Maurice (69^{ème}) et Riyadh (77^{ème}).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : modalités d'attribution de concessions des services public de l'eau et de l'électricité**

Les conditions de passation et d'exécution de conventions de délégations de services publics dans les secteurs de l'eau et de l'électricité en République du Congo, ont été respectivement définies par deux décrets du 17 juillet 2017. Ces textes définissent les principaux types de conventions de délégation qui peuvent être conclues, les procédures d'attribution, les clauses obligatoires et les principaux droits et obligations des parties ainsi que le cadre institutionnel de supervisions de ces conventions.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Libéria : un an après la privatisation d'écoles-pilote, un bilan en demi-teinte

Une étude menée par le CGD (Centre pour un développement global) et l'ONG Innovations pour l'action contre la pauvreté a évalué l'impact de la privatisation de près de 100 écoles pilotes, engagée au Libéria l'an passé. Il en ressort que l'apprentissage des enfants aurait progressé de 60 % durant cette première année. L'étude soulève également des interrogations quant à la pérennité du financement de ces écoles : les dépenses engagées par élève se chiffrent entre 40 USD et 663 USD par an selon les contractants, soit en moyenne bien au-dessus de l'objectif initialement fixé de 50 USD. Pour information, en 2014 au Libéria, près de 2/3 des enfants de 6 à 11 ans étaient déscolarisés.

✉ julie.lanckriet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Djibouti : adhésion au Fonds Africa50

Le gouvernement djiboutien a ratifié l'adhésion au Fonds Africa50, ce qui lui permettra de diversifier ses sources de financements. Créée en 2013 à l'initiative de la Banque africaine de développement, cette structure financière panafricaine compte 22 pays actionnaires. Doté d'un capital de 740 M USD, ce fonds finance de grands projets d'infrastructures, notamment dans les transports et l'énergie. A terme, il entend drainer les capitaux des investisseurs africains mais aussi étrangers et rassembler les principales institutions financières du continent. Africa50 permettrait à Djibouti de combler son déficit d'investissement et de soutenir la Vision Djibouti 2035, qui vise à faire du pays un hub commercial et logistique de premier plan.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ethiopie : financement de 70,5 M EUR de l'AFD pour la relocalisation et la modernisation de l'abattoir municipal d'Addis-Abeba

Cet accord de financement, signé le 13 septembre avec le ministère des Finances et de la Coopération économique, comprend un prêt concessionnel de 70 M EUR pour les études et la construction des nouveaux abattoirs ainsi qu'une subvention de 0,5 M EUR pour la formation du personnel. L'ouverture du nouvel abattoir devrait intervenir en 2020. Mis en œuvre par l'Addis Ababa Abattoirs Enterprise (AAAE), ce projet permettra d'améliorer les standards sanitaires pour le marché national tout en favorisant les exportations vers les pays de la péninsule arabique.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : annulation du contrat chinois de construction d'un nouvel aéroport à Khartoum

Le contrat de construction d'un nouvel aéroport à Khartoum par la Chine, signé en 2011 et avec un coût estimé de 600 M USD, est en cours d'annulation, et devrait être réattribué à une société turque.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Bénin : financements de la BOAD

Deux conventions de prêts ont été signées le 13 septembre 2017 entre la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) et deux institutions de la place. La première porte sur un prêt de 11,3 M EUR octroyé à la Société d'Hôtellerie, de Restauration et de Loisirs (SHRL Bénin, du Groupe KODEIH) pour la construction d'un hôtel 5 étoiles de 202 chambres à Cotonou qui ouvrira sous l'enseigne MARRIOTT début 2019. L'investissement global s'élève à 47,3 M EUR dont 17,8 M EUR en fonds propres. La seconde convention intervient dans le cadre de la mise en place d'une ligne de refinancement portée conjointement avec la banque de développement allemande KfW pour soutenir les PME. Elle porte sur un montant de 15,2 M EUR destiné à la Société générale Bénin.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Benin : poursuite des projets routiers dans les départements de l'Atlantique, du Couffo et du Zou

Le gouvernement a autorisé le lancement de plusieurs chantiers routiers à l'intérieur du pays, pour un montant total de plus de 149 M EUR, sur un linéaire de 107,53 kms. L'exécution des travaux d'aménagement et de bitumage de ces routes en mode BOT (*Built-Operate-Transfert*) a été confiée à la société Nicolas Srouji Etablissement Côte-d'Ivoire (NSE-CI), filiale ouverte en 2011 du groupe libanais homonyme NSE établi à Beyrouth. L'enveloppe intègre le coût nécessaire aux prestations de contrôle et de surveillance des travaux, au déplacement des réseaux (électricité, eau et téléphone) et à l'éclairage public.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : plusieurs accords de ratification de prêt sur la table de l'assemblée nationale

Le 1^{er} est signé avec *Banco do Brasil*, pour un 188 M USD destiné au projet de construction de 138,4 km de route sur trois axes dans le centre du pays. Le 2^{ème} est avec Rabobank KBC (Pays-Bas) pour un montant de 114,7 M EUR destiné au projet de protection côtière à l'ouest de Cotonou. Le 3^{ème} porte sur un montant de 99,6 M USD provenant d'Eximbank China pour le projet de renforcement des systèmes urbains d'alimentation en eau potable. Le 4^{ème} est d'un montant de 60 M USD signé avec l'AID pour le projet d'amélioration des services énergétiques. Le dernier accord est prévu avec la BOAD pour les projets de construction de 1300 logements sociaux (30,5 M EUR) et d'aménagement et de bitumage de la route Lokossa- Dèvè-Aplahoué-frontière du Togo (38 M EUR).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : financement de la route Ouahigouya-Djibo

Le Conseil des ministres du 13 septembre 2017 a adopté un rapport relatif à une ordonnance portant autorisation de ratification de l'accord de prêt conclu le 29 juin 2017 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et le Fonds Saoudien de développement (FSD). D'un montant d'environ 22,2 Mds FCFA (33,8 M EUR), ce prêt est destiné au financement partiel du projet de construction et de bitumage de RN23 Ouahigouya-Djibo longue de 115 km, dans le but de désenclaver et de développer les régions du Nord et du Sahel.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la Banque Atlantique finance la construction et l'équipement d'une salle de soins à l'Hôpital National de Niamey**

La Banque Atlantique au Niger (BANE), filiale du groupe marocain Banque centrale populaire (BCP), et l'Hôpital national de Niamey ont signé une convention portant sur le financement et l'équipement d'une salle de soins dédiée à la consultation d'urgence. Cette salle ouvrira ses portes à la fin du mois de novembre 2017. Au travers de cette convention de financement, la Banque Atlantique affirme son ambition en matière de responsabilité sociale et sociétale à travers quatre axes d'intervention : social, entrepreneuriat, environnement et culture.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Cameroun: mission du directeur général adjoint du FMI en prélude à la 1^{ère} revue du programme économique et financier prévue en octobre**

Mitsuhiro Furusawa, DGA du FMI, a séjourné au Cameroun du 13 au 15 Septembre 2017 et a tenu à apporter des éclaircissements sur le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) conclu avec Cameroun. Il a rassuré sur la souplesse du nouvel ajustement des finances publiques qui préserve les dépenses sociales et les investissements prioritaires. Pour mémoire le Cameroun a conclu en juin 2017 avec le FMI une FEC d'un montant d'environ 400 Mds FCFA. La première tranche de 94 Mds FCFA a été décaissée à l'issue de la validation du programme par le Conseil d'administration du Fonds.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Centrafrique : 10 M USD de la Banque mondiale pour financer une assistance technique dans la gestion des finances publiques**

L'accord signé entre la Banque mondiale et la République Centrafricaine porte sur le financement du projet d'Appui à la gestion des dépenses et investissements publics et aux réformes (AGIR). Ce projet devrait permettre d'améliorer la gestion des finances publiques et de sécuriser les investissements en République Centrafricaine.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : la Banque mondiale investit 100 M USD dans l'agriculture**

Un accord devrait être signé cette semaine entre le Congo et la Banque Mondiale portant sur un nouveau projet de développement du secteur agricole. D'un montant de 100 M USD (environ 55 Md FCFA), il vise à consolider les acquis du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP) en place depuis 10 ans, mais également, élément nouveau, à appuyer l'agriculture commerciale, afin de permettre une meilleure disponibilité des produits agricoles sur le marché. L'encours de la BM au Congo représente 400 M USD mais des ressources additionnelles pourraient être mobilisées pour pérenniser les projets en cours, confrontés au défaut de paiement des contreparties de l'Etat congolais.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : le singapourien Olam inaugure une agro-industrie pour 150 M USD

Le Président Muhammadu Buhari a inauguré à Kaduna une usine de production de volaille et d'aliments de bétail construite par l'agro-industriel Olam (Singapour). Le projet représente un investissement total de 150 M USD et affiche une capacité de production d'1,6 M de poussins par semaine et de 360 000 tonnes métriques d'aliments pour bétail par an. Le vice-Président Yemi Osinbajo a par ailleurs annoncé la mise en place de couvertures d'assurance et de 3 000 rangers-agricoles pour protéger les exploitations agricoles et diminuer les affrontements entre éleveurs et agriculteurs. Pour information, les conflits entre éleveurs et agriculteurs ont fait 1 878 victimes entre 2013 et 2016 dans le seul Etat de Benue (Middle belt).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : amère Afrique pour Heineken

Heineken a consenti cet été à verser 1,3 M EUR d'indemnités à d'anciens ouvriers d'une de ses usines en RDC licenciés pendant la guerre civile. Cette décision, intervenue à la suite d'une médiation dans le cadre du Point de contact national OCDE de la Haye, illustre les nouveaux outils normatifs à disposition des citoyens africains. Accusée d'avoir commercé avec des groupes rebelles, Heineken s'exposait à un impact réputationnel fort, amplifié par la menace d'un procès en justice qui aurait potentiellement étalé le détail de ces allégations sur la place publique.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : Shell s'associe à Shoreline Energy pour faciliter l'accès au gaz à Lagos

La filiale nigériane de Shell (SPDC) et la compagnie nigériane Shoreline Energy ont signé un accord de 300 M USD pour la distribution de gaz naturel dans l'Etat de Lagos. Shell développera un réseau de gazoducs détenu initialement par Gasland Company, dont Shoreline détient 75 % des parts. Par ailleurs, ExxonMobil a réaffirmé son engagement à fournir du gaz au marché nigérian via sa filiale locale (MPNU), qui produit 600 000 barils par jour de brut, de condensat et de gaz naturel liquéfié (GNL). Le vice-Président d'ExxonMobil a déclaré que sa société comptait augmenter le budget de ses opérations en 2018 au Nigéria.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : accord gazier avec Gazprom

La compagnie russe Gazprom et la *Ghana National Petroleum Company* (GNPC, opérateur gazier principal) auraient conclu un accord d'approvisionnement en gaz capable de satisfaire la production de près de 1000 MW d'énergie thermique. Le projet prévoit la construction de deux usines de transformation, de stockage et d'un pipeline relayant les infrastructures au réseau. L'approvisionnement en gaz proviendrait du Cameroun et serait traité par Gazprom pour être ensuite revendu à GNPC. Cette initiative semble confirmer l'ambition ghanéenne d'être un acteur central dans le réseau énergétique de la région, et d'attirer un nouveau flux de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les prochaines années.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : inauguration de la 1^{ère} centrale solaire de *GreenYellow* à Antananarivo

Le 12 septembre, le Président malgache et le ministre de l'Eau, de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEEH) ont assisté à l'inauguration de la 1^{ère} centrale solaire photovoltaïque de *GreenYellow* - filiale du groupe Casino - à Madagascar. Cet ensemble de 450 panneaux photovoltaïques d'une capacité de 130 kW couvrira 40 % des besoins en électricité de la galerie Zoom, l'un des principaux centres commerciaux de la capitale. Par ailleurs, *GreenYellow* développe une autre centrale solaire de 20 MW à Ambatolampy, qui sera opérationnelle en 2018. Selon le MEEH, des exonérations seront accordées sur les projets de ce type, notamment sur les droits de douanes des matériels importés, afin de favoriser les investissements.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : ratification de l'accord intergouvernemental pour la construction de l'oléoduc ougandais

Le parlement tanzanien a ratifié le 11 septembre l'*Intergovernmental Agreement* (IGA), conclu le 26 mai 2017 entre les gouvernements tanzanien et ougandais. Cette ratification ouvre la voie à la négociation du *Host-Government Agreement* (HGO) entre le gouvernement tanzanien et la société *East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), qui représente les sociétés parties prenantes Total, CNOOC (Chine) et *Tullow* (Royaume-Uni). L'accord HGO doit notamment préciser les obligations de recours aux compétences et ressources locales (local content) pour les entreprises contractantes. Le projet d'oléoduc, estimé à 3,5 Mds USD, doit être construit d'ici 2020 sur 1 445 km entre le Lac Albert et le port de Tanga.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie-Ouganda : accord d'entreprises pour le projet d'oléoduc

L'*Association of Tanzania Oil & Gas Service Providers* (ATOGS) et l'*Uganda Oil & Gas Service Providers* (AUGOS) ont signé un accord de collaboration pour le projet d'oléoduc entre les deux pays. L'accord doit notamment faciliter la constitution de consortia d'entreprises pour répondre aux appels d'offres. L'association ATOGS a été créée en juin 2017 sur le modèle de son homologue en Ouganda, afin de promouvoir et d'encourager l'emploi des compétences et ressources locales. Deux principaux projets sont en développement dans le secteur pétrolier en Tanzanie : l'oléoduc entre le lac Albert (Ouganda) et le port de Tanga, prévu pour 2020 et estimé à 3,5 Mds USD, et le terminal d'exportation de gaz liquéfié à Lindi, estimé à près de 30 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : nouveau partenariat dans le secteur aurifère

La compagnie minière australienne Predictive Discovery a conclu avec le canadien Progress Minerals un accord de partenariat portant sur ses permis d'exploration aurifère au Burkina Faso avec pour objectif de développer une mine à plusieurs puits sur les prospects de Predictive. Selon cet accord, Progress Minerals peut acquérir jusqu'à 70 % de participation dans le projet en injectant 5 M USD en 3 phases pour financer un programme d'exploration et d'évaluation. Les travaux de forage sur le terrain devraient commencer d'ici le mois prochain et continuer jusqu'à la fin décembre.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le groupe indien Ashapura s'intéresse à la bauxite guinéenne

Le groupe indien *Ashapura* et la société publique guinéenne de patrimoine minier (Soguipami) ont signé le 12 septembre 2017 un protocole de partenariat minier qui octroie à *Ashapura* un permis de recherche et de production dans le secteur de la bauxite en Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le secteur minier enregistre près de 377 M EUR de recettes publiques en 2016

Selon le ministère des Mines, le secteur a généré 377 M EUR de recettes fiscales en 2016 (contre 373,5 M EUR en 2015), dont 250 M EUR au titre des impôts, 71 M EUR de droits de douane et 56 M EUR de dividendes. Le secteur a bénéficié de la bonne tenue des cours qui ont pu compenser la légère baisse (67 tonnes en 2016 contre 70 tonnes en 2015) des quantités exportées.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : signature d'un protocole d'accord de coopération avec le Burkina Faso dans le secteur gazier

Le 14 septembre dernier, le ministre des Mines et des Hydrocarbures équato-guinéen, Gabriel Obiang Lima, a signé un protocole d'accord de coopération (MoU) avec son homologue du Burkina Faso, Alfa Oumar Dissa, qui devrait aboutir, d'ici 3 ans, à l'approvisionnement du Burkina Faso en gaz naturel liquéfié (GNL). Le MoU prévoit également un accord d'utilisation de terminal (TUA) qui servira de base à leur première transaction de GNL ainsi que la possibilité pour la Guinée Equatoriale d'explorer et exploiter des champs pétrolifères et gaziers au Burkina Faso. Les deux pays travailleront ensemble à la construction d'infrastructures de stockage pour le GNL.

✉ vincent.branquet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : une nouvelle centrale électrique construite à N'Djamena sur fonds émiratis

Un contrat de construction d'une centrale électrique hybride de 100 MW a été signé le mercredi 13 septembre à N'Djamena par Béchir Madet, ministre tchadien du Pétrole et de l'Énergie. Cette centrale sera construite dans la capitale tchadienne par un groupe d'investisseurs émiratis et viendra renforcer les capacités de production de la Société nationale d'électricité (SNE). L'annonce fait suite au forum d'investissement Emirats Arabes Unis-Tchad qui s'est tenu à Abu Dhabi dans la foulée de la conférence des bailleurs de Paris, lors de laquelle les pays du Golfe ont fait part de leur intention d'investir 1,8 Md USD au Tchad au cours des cinq prochaines années.

✉ bidett@afd.fr

Services

▼ Nigéria : mise en concession des aéroports de Lagos et d'Abuja

Le vice-Président Yemi Osinbajo a déclaré avoir approuvé la concession de deux aéroports internationaux : l'aéroport Murtala Muhammed situé à Lagos et l'aéroport Nnamdi Azikiwe situé à Abuja. L'identité des concessionnaires n'a pas été divulguée. Autre actualité du secteur, les actionnaires d'Arik Air ont décidé d'engager des poursuites judiciaires le gouvernement nigérian et Ethiopian Airlines suites aux rumeurs relayées par la presse ces dernières semaines. Arik Air réclame 20 Mds NGN (environ 55 M USD) à titre de dommages et intérêts, notamment suite à la chute de son cours en bourse. Selon Chris Ndulue, un des administrateurs d'Arik Air, le ministère des Transports n'a pas compétence pour céder la compagnie à Ethiopian Airlines.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : rapprochement de Nakumatt et Tuskys, première et deuxième entreprises de grande distribution au Kenya

Le directeur de Nakumatt, première chaîne de grande distribution du pays, a annoncé avoir trouvé un accord avec le numéro deux du secteur Tuskys afin de fusionner leurs centrales d'achats. Nakumatt fait face à un surendettement résultant d'une expansion rapide au Kenya et dans la sous-région, ce qui entraîne depuis 2016 de fortes tensions de trésorerie, une multiplication des retards de paiements et une diminution drastique du nombre de produits référencés. Cet accord devrait permettre à l'entreprise de se réapprovisionner à nouveau grâce à une seule chaîne d'approvisionnement. En contrepartie, la famille Shah, détentrice à 100 % du capital de Nakumatt, a nanti ses parts au bénéfice de Tuskys. Ce rapprochement est aujourd'hui dans l'attente du feu vert de l'autorité de régulation kényane.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : accord sur le transport aérien entre Maurice et le Portugal

L'accord bilatéral signé le 14 septembre prévoit qu'Air Mauritius et TAP puissent opérer jusqu'à sept vols hebdomadaires entre Maurice et le Portugal. Les deux compagnies nationales pourront également assurer tous les services cargo sans restriction de fréquence et de capacité, et ce, avec les droits de trafic de troisième et quatrième libertés. Afin d'offrir des possibilités de voyages plus étendues pour les passagers entre les deux pays, la plateforme de Roissy CDG va également être exploitée. Air Mauritius a en effet l'intention d'apposer son code sur les vols opérés par Air France de Paris vers Lisbonne et Porto.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Ouganda prévoit d'attirer 4 millions de touristes dont un million de chinois d'ici 2020

Dans le cadre d'une campagne visant à augmenter le nombre de touristes en Ouganda de 1,7 à 4 millions d'ici 2020, le ministre du Tourisme s'est déplacé en Chine à la tête d'une délégation à l'occasion de l'exposition internationale sur le tourisme qui a eu lieu au Guangdong. La délégation a également participé à l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme et à une conférence consacrée à la promotion des opportunités en termes d'investissements dans le tourisme en Ouganda.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord entre Bombardier et TAZARA pour la rénovation de la ligne de chemin de fer**

La *Tanzania-Zambia Railway Authority* (TAZARA) a signé un protocole d'accord (MoU) avec la société canadienne *Bombardier Transportation* pour la mise à niveau de la ligne de chemin de fer, du matériel roulant, de la signalétique et des systèmes de télécommunications. Bombardier doit à présent réaliser l'étude de faisabilité et proposer une offre clés-en-main, incluant notamment une solution de financement. La ligne TAZARA relie sur près de 1 860 km le port de Dar es Salaam et la ville zambienne de Kapiri Mposhi, située à 200 km au nord de Lusaka. Construite par la Chine entre 1970 et 1975, la voie ferrée unique est aujourd'hui détenue et opérée à 50 % par les deux Etats africains.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : création d'une nouvelle autorité ferroviaire**

Le Parlement vient d'adopter le projet de loi 2017 sur les chemins de fer qui prévoit la création de la *Tanzania Railways Corporation* (TRC). Cette structure fusionne le développement des infrastructures et l'activité de transport ferroviaire, qui étaient respectivement assurés par *Reli Assets Holding Company* (Rahco) et *Tanzania Railway Ltd* (TRL). Les dettes de Rahco et TRL seront reprises par TRC, mais une partie du personnel des deux agences (38 personnes pour Rahco et 1900 pour TRL) sera redéployée vers d'autres institutions publiques. L'objectif affiché est de renforcer la gouvernance du secteur et sa capacité à gérer les importants projets lancés par le gouvernement.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la filiale de BNP Paribas désignée meilleure banque commerciale du pays**

La filiale ivoirienne de BNP Paribas (BICICI) vient d'être doublement récompensée par le magazine international de Finance et d'Economie, *International Banker*. Elle a reçu avec le prix de « meilleure innovation dans le domaine de la banque de détail » et celui de « meilleure banque commerciale » en Côte d'Ivoire, à la faveur des *International Banking Awards 2017*. Ces trophées récompensent les bons résultats financiers obtenus par la banque en 2016, avec un résultat net de 18,3 MEUR, en hausse de 31% par rapport à 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : progression de 16 % du trafic aérien de passagers**

L'aéroport international Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan a enregistré 1 355 064 passagers au 31 août 2017, soit une hausse de 16 % par rapport à fin août 2016. Cette performance a été essentiellement portée par le dynamisme de la compagnie nationale (Air Côte d'Ivoire) qui a pu transporter 538 480 passagers (+21,7 %), grâce notamment à une augmentation de ses fréquences de vols vers l'Europe. Les autres principales compagnies en termes de passagers sont : Air France (207 592), Royal Air Maroc (74 903), Brussels Airlines (72 948), Emirates (62 033) et Corsair (60 537).

✉ aboubacar.fofana@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Dangote Cement se positionne sur le rachat du cimentier sud-africain PPC

Dangote Cement, premier acteur du secteur au Nigéria avec 63 % des parts de marché, a fait part de sa volonté d'acquérir son concurrent sud-africain PPC, afin d'accélérer son expansion en dehors de son marché intérieur. PPC envisage toutes les offres concurrentes à celle proposée par le consortium des groupes canadien Fairfax Financial Holdings et sud-africain AfriSam pour 127 M EUR. LafargeHolcim (franco-suisse) et HeidelbergCement (Allemagne), respectivement numéros un et deux du secteur ou encore l'opérateur grec Titan Cement sont également positionnés. Dangote Cement opère actuellement dans 14 pays africains. PPC a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 575 M EUR en 2016.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : mission FMI du 19 septembre au 3 octobre 2017

L'objectif de cette mission est de faire la deuxième revue du programme économique et financier (2017-2019) soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : élections législatives fixées au 12 novembre 2017

Le Président Obiang a signé le 16 septembre dernier un décret portant convocation des élections générales à la Chambre des députés, au Sénat et aux conseils municipaux, le 12 novembre prochain. Le recensement électoral, effectué du 1^{er} au 13 août 2017, a totalisé 325 554 électeurs sur une population estimée en 2016 à 1 222 000 habitants. Lors de ces élections législatives, 18 partis politiques seront représentés.

✉ vincent.branquet@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

